

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
25 janvier 1977

No 610

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Les grèves de 24 h et l'expérience du mouvement ouvrier

Une série de grèves de 24 heures est prévue pour la fin du mois, dans le secteur public et nationalisé. D'autres sont encore envisagées dans la 2e quinzaine de février. A quoi correspondent ces journées à répétition, dans quel contexte économique et politique se situent-elles, quel en est l'enjeu ? Quels devraient être le contenu, le déroulement et les suites à donner ?

Telles sont quelques questions importantes sur lesquelles il nous faut revenir pour agir sur les événements et non les subir, pour que la classe ouvrière en tant que classe dirigeante et force principale dans la révolution prolétarienne, progresse vers la réalisation de sa mission historique.

Les grèves de 24 h - secteur par secteur - prévues pour cette semaine (EGF, Charbonnages, SNCF, Fonction publique...) se situent, d'une part, dans la 2e phase d'application du plan Barre, et d'autre part dans la campagne électorale des municipales.

Chaque travailleur est à même de constater que le plan Barre signifie concrètement une accentuation de l'exploitation capitaliste visant à faire payer la crise par les travailleurs. Il s'agit donc pour la classe ouvrière et ses alliés (petits paysans, employés, etc.) de s'organiser pour combattre pied à pied les licenciements, le chômage, la vie chère, la baisse du pouvoir d'achat, la répression, les expulsions... de prendre conscience que la lutte se situe en fin de compte contre l'ensemble du système capitaliste qui est la cause fondamentale de leur situation d'exploités.

Tout cela se déroulant avec comme toile de fond les échéances électorales (municipales de mars 1977 et législatives de 1978).

Or ce n'est pas là - et loin s'en faut - le terrain de lutte privilégié du prolétariat, mais bien celui de la lutte de classes : de toute la classe prolétarienne et ses alliés se plaçant sous sa direction contre toute la classe bourgeoise et les défenseurs du système capitaliste. Le lieu privilégié de cet affrontement c'est les entreprises.

(Suite p.4)

Mairie de Paris

RIEN NE VA PLUS DANS LA MAJORITE

Après la décision de Chirac de rivaliser avec d'Ornano pour la mairie de Paris c'est la guerre des déclarations entre les principaux leaders de la coalition au pouvoir.

Après l'indignation de Poniatowski et Lecanuet, Chirac a en effet finassé dimanche en déclarant notamment :

« Il ne m'appartient pas de faire des commentaires agressifs ou désagréables à l'égard du président de la République. Cela ne m'est jamais venu à l'esprit et je ne suis pas du tout disposé à tomber dans les provocations dans lesquelles certains tacticiens de bas étage voudraient me faire tomber. »

L'initiative tapageuse de Chirac et les réactions qu'elle a suscitées parmi les hommes politiques de la « majorité », montrent en tout cas une chose : les contradictions au sein du clan bourgeois du pouvoir sont relativement aiguës au moins en ce qui concerne les appétits financiers et les questions de tactique électorale. Barre a affirmé publiquement sa réprobation et sa crainte d'une grave division de la majorité.

Il a fait une mise en garde contre toute polémique trop vive en son sein à l'occasion des prochaines élections. Poniatowski n'a pas plus que d'habitude mâché ses mots et a traité Chirac de « plus grand commun diviseur de la majorité ».

Giscard d'Estaing est resté muet, mais il ne peut empêcher que l'attitude de Chirac constitue un démenti

cinquant à sa conférence de presse pendant laquelle il a cherché à donner l'image d'une « majorité pluraliste » au sein de laquelle régnait l'entente.

Quant à Chirac, tout en confirmant son « entier soutien au plan de redressement », - ce qui montre que la discorde se situe bien au sein d'une même famille, les partis de la « majorité » - il se montre fidèle à lui-même.

C'est un pas de plus qu'il fait dans la voie qu'il a choisie en décidant de démissionner de façon ostensible le 25 août. Il veut à propos des élections municipales mettre en avant sa tactique de lutte ouverte et « dure » contre ce qu'il appelle le « collectivisme », c'est-à-dire en fait la fausse « gauche ». Il lance dès maintenant en défi à l'Union de la gauche et a déclaré : « En fait ces élections qu'on le veuille ou non ouvriront et engageront dans un large mesure la prochaine campagne législative. »

Ainsi Giscard a joué trop gros jeu en voulant imposer à l'ensemble de la « majorité » la candidature de son ami d'Ornano à la mairie de Paris. Chirac n'a pas hésité à abattre un atout de maître en se présentant car manifestement d'Ornano, même s'il se voit forcé de continuer, n'est pas de taille à l'affronter.

C'est que la mairie de Paris est en enjeu fort important. Avec ces 7,5 milliards de budget c'est un gâteau de choix dont républicains indépendants et, à l'époque, UDR se sont déjà

souvent disputés des parts : La Villette, les Halles, le centre Beaubourg etc. autant de scandales qui en témoignent.

La mairie de Paris représente aussi aux yeux de Chirac un tremplin politique et un test pour juger de l'intérêt d'éventuelles législatives anticipées.

Ne serait-ce pas en outre pour l'ensemble de la « majorité » un « contre-pouvoir » non négligeable en cas de victoire de la « gauche » aux législatives ?

Paris : 12e anniversaire de la lutte armée en Palestine

«Le seul choix pour le peuple palestinien est de lutter jusqu'à la victoire»

La salle B de la Mutualité était pleine à craquer pour célébrer la 12e année du déclenchement de la lutte armée et pour riposter aux tentatives d'intimidation des services secrets sionistes.

D'abord le représentant de l'AMFP a présenté le projet de charte fondamentale de l'Association. L'Association médicale franco-palestinienne s'engage à soutenir la lutte du peuple palestinien pour le rétablissement de ses droits nationaux, elle reconnaît l'OLP comme seul et unique représentant du peuple palestinien. Elle collabore avec le Croissant rouge et avec les organisations de masse palestiniennes : l'Union des femmes palestiniennes, l'Union des travailleurs palestiniens.

L'Association médicale entend appliquer une conception populaire de la santé. Elle s'engage à ap-

porter un soutien d'information sur les conditions de vie des masses palestiniennes (sur l'exil, sur l'occupation des territoires).

Elle popularisera les combats de la Résistance palestinienne. Elle exige que la lumière soit faite sur l'assassinat de Mahmoud Saleh et l'arrestation d'Abou Daoud. Elle luttera contre les films qui font l'apologie du massacre d'Entebbe par des interventions devant les salles de cinéma et l'édition d'une affiche.

Voilà qui témoigne de la vigueur de l'AMFP qui est bien décidée à soutenir plus que jamais le peuple palestinien. Après la GUPS, tous les autres intervenants ont rappelé les étapes de la lutte armée du peuple palestinien et réclamé que le gouvernement français fasse toute la lumière sur l'assassinat de Mahmoud Saleh et l'arrestation d'Abou Daoud.

(suite p.2)

Bronze Industriel (Bobigny)

FERMETE DES GREVISTES



Cela fait maintenant près d'un mois que les travailleurs immigrés du Bronze industriel se sont mis en grève contre la baisse de leurs primes (pour absentéisme), pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail (voir HR Nos 600, 602 et 605). Ils ont tenu bon face aux manœuvres de division et d'intimi-

dation du patron (intérimaires, milice patronale...).

Mais les responsables CGT, qui ont vainement attendu le pourrissement, viennent de décider le sabotage direct de la grève.

(Suite p. 5)

Paris : 12^e anniversaire de la lutte armée en Palestine

«Le seul choix pour le peuple palestinien est de lutter jusqu'à la victoire»

Suite de la p. 1.

C'est sous un tonnerre d'applaudissements et aux cris de «Palestine vaincra» que Azzedine Kalak, le représentant de l'OLP à Paris est monté à la tribune.

Il a d'abord fermement expliqué que l'OLP n'irait à aucune conférence, que ce soit à Genève ou ailleurs, basée sur la résolution 242 de l'ONU favorable aux sionistes. Par contre l'OLP est prête à se rendre à n'importe quelle conférence pourvu qu'elle soit basée sur la résolution 3 236 de l'Assemblée générale de l'ONU qui reconnaît l'existence des droits nationaux du peuple

palestinien, qui reconnaît au peuple palestinien le droit de retourner dans sa patrie et le droit à l'autodétermination dans l'indépendance et la souveraineté. Cette déclaration reconnaît enfin le droit d'utiliser tous les moyens de lutte (politique, militaire, diplomatique) au peuple palestinien pour réaliser ses droits nationaux. Le seul choix pour le peuple palestinien, a-t-il dit, c'est la lutte jusqu'à la victoire. Le parti travailliste israélien, à son dernier congrès, a réaffirmé sa volonté de ne rien céder. Le gouvernement sioniste ne peut prendre aucune décision avant les élections qui auront lieu cet été. L'Europe et la CEE craignent une nouvelle guerre et un nouvel embargo qui menacerait leurs mesures anti-inflation.

L'Union soviétique aussi appelle à la conférence de Genève. Devant ces tentatives pour étouffer la lutte du peuple palestinien, 1977 doit être une année de mobilisation. Il faut d'abord sauvegarder l'autonomie des structures politico-militaires au Liban.

Les grèves en territoire occupé ont montré les dimensions de l'usurpation des terres par les sionistes dans les territoires occupés et en Cisjordanie.

Enfin, le représentant de l'OLP a insisté sur la répression qui frappe les militants palestiniens et que l'impérialisme veut faire passer pour le fruit de luttes intestines. Il a insisté pour que les amis des Palestiniens ne tombent pas dans ce panneau. La guerre de liquidation physique va continuer en France, a-t-il poursuivi, citant le Herald Tribune. Même si on assassine des militants palestiniens on ne peut tuer le combat du peuple palestinien, a-t-il dit pour terminer.

Ensuite, le meeting s'est terminé par une partie culturelle avec entre autres, la chorale de l'UGET, des poèmes arabes furent chantés par Claude Antonini, un militant a lu avec force un poème, enfin un film montra de façon vivante l'exil du peuple palestinien, son combat avec aussi une interview de juifs antisionistes.

Pologne

Refus des membres du «comité de défense des ouvriers» de comparaître devant un «tribunal populaire»

Les quatre membres du «Comité de défense des ouvriers» dont l'écrivain Jerzy Andrzejewski, inculpés d'«organisation illégale d'une collecte» au profit des familles ouvrières nécessiteuses, ont refusé de comparaître devant le «tribunal populaire» de Varsovie-centre où ils devaient se présenter vendredi et samedi prochains.

Dans une déclaration distribuée jeudi le «comité» déclare «sans fondement» les chefs d'accusation portés à l'encontre de ses membres.

Dans ce document, qui doit être adressé au «tribunal populaire», le «comité» indique qu'il a été dans l'obligation de se substituer aux syndicats qui, dit-il, «n'ont pas rempli leurs obligations» en matière d'aide aux familles des ouvriers licenciés à la suite des événements de juin dernier.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS DONNEZ-LE

URSS LES PRISONS DU KGB

Selon le témoignage d'un astronome récemment libéré après avoir purgé une peine de 5 ans de prison, Kronid Lioubarsky, les conditions de vie des détenus de la prison de Vladimir, située à 200 km de Moscou et connue comme l'une des plus terribles d'URSS, ont encore empiré ces dernières années.

Très maigre, privé de toutes ses dents, l'ex-prisonnier politique est, depuis sa libération, suivi en permanence par des hommes du KGB car il a refusé de respecter l'ordre qui lui a été donné de vivre désormais à 180 km de Moscou, lieu de son ancienne résidence où sa femme vit et travaille.

Parmi les punitions les plus fréquentes qui frappent les détenus, le «cachots» pour une durée variable, le détenu se retrouve dans une pièce nue et humide de 5 pas sur 2 sans vêtements chauds ni couverture, par une température de 7 degrés environ avec, pour subsister, une seule ration de 450 grammes de pain sec.

Parmi les autres punitions fréquentes, la suppres-

sion totale de la correspondance ou des visites des familles, au demeurant très chichement accordées.

La plupart du temps, les détenus politiques refusent d'accomplir les travaux productifs qu'on exige d'eux pour «assurer leur entretien» et seulement rétribués par un léger supplément de nourriture. Plusieurs dizaines de prisonniers politiques sont toujours enfermés à Vladimir avec 2 000 détenus de droit commun.

Comme protestation contre leur internement arbitraire, les plus désespérés d'entre eux utilisent la méthode dite de «l'appel au procureur». Elle consiste à avaler un hameçon attaché à la porte, de telle façon que l'ouverture de celle-ci provoque le déchirement de l'estomac. Dans ce cas, le

Casablanca

Les marxistes-léninistes exclus de leur procès

Le procès des marxistes-léninistes marocains se poursuit désormais dans le calme. Et pour cause ! A la suite des nombreux incidents qui ont émaillé ses premières séances, les 139 inculpés n'assistent plus au déroulement des débats, sur ordre du président du tribunal qui les fait introduire un à un dans la salle d'audience pour leur interrogatoire. La totalité des militants d'«Ial Aman» ont refusé de répondre, déclarant qu'ils ne reconnaissent pas ce tribunal au service d'un régime d'oppression, compétent pour les juger.

Pour la quatrième fois, l'ensemble des inculpés a entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et de jugement. Celle-ci est illimitée. Une lettre ouverte adressée au ministre de la Justice

marocain en précisait les raisons :

«Nous, les détenus politiques des prisons de Casablanca, avisons qu'après l'enlèvement abusif et les tortures sauvages de toutes sortes que nous avons subies dans les geôles de détention secrète pendant plusieurs mois ! et après notre comparution devant le tribunal, nous enregistrons que la présidence du tribunal refuse d'écouter les déclarations des accusés, empêchant leur défense des lourdes accusations qui leur sont adressées, comme elle leur interdit d'exprimer leur idée, pire, elle les oblige, par des pressions et des menaces, à ne formuler comme réponse qu'un oui ou un non...

Nous continuerons à paraître devant le tribunal pour faire nos déclarations... et nous continuerons à défendre nos options».

Azanie

APPEL A LA SOLIDARITE

Le Congrès panafricain d'Azanie (PAC) a publié une déclaration dans laquelle il se félicite du refus des travailleurs de certains pays

occidentaux de se charger du courrier et des communications téléphoniques en provenance de l'Afrique du Sud pour exprimer leur solidarité avec le peuple azanien dans sa lutte contre le racisme.

La déclaration souligne que les pays impérialistes ont appuyé le régime raciste sud-africain en lui accordant des millions de dollars, des armes sophistiquées et lourdes en vue de maintenir le statu quo en Afrique du Sud. Elle exprime également l'espoir que les travailleurs de ces pays soutiendront plus activement à l'avenir la lutte des peuples de l'Afrique australe contre ces compagnies et entreprises qui ont investi des millions de dollars en Azanie, en

Namibie et au Zimbabwe. Elle formule le vœu que tous les ouvriers du monde s'unissent pour éliminer les résidus du racisme, du fascisme, de l'oppression, du colonialisme et de l'impérialisme.

Elle appelle enfin les ouvriers d'Afrique à soutenir la lutte armée du peuple d'Afrique du Sud. Cette lutte «constituera la seule voie conduisant à un changement positif dans les régions australes d'Afrique».



ABONNEZ VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :
1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F
LA CHINE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
LA CHINE EN CONSTRUCTION :
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
LITTÉRATURE CHINOISE :
1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F
COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :
1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F
ENVOYER VOS ABONNEMENTS REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

DERNIERE MINUTE

L'assemblée générale de la Maison des étudiants des États de l'Ouest africain (69,71 boulevard Poniatowski), dans un appel à l'opinion publique française, dénonce notamment «l'acharnement de la police à perquisitionner dans la maison aux fins de la déclarer "insalubre" et donner ainsi une justification légale pour sa fermeture» et «s'opposer à la "visite chambre par chambre"» prévue par la police le 25 janvier 1977 et demande à tous les démocrates de se rassembler mardi 25 janvier à 16 heures à la Maison des étudiants des États de l'Ouest africain, 69, 71, bd Poniatowski - Métro Porte dorée.

nouvelles intérieures

Municipales

Abstention et action révolutionnaire des masses (2)

Le PCF est candidat à la gestion de l'État bourgeois. Est-il un danger pour la grande bourgeoisie ? Nullement :

Regardons ce qui se passe dans les municipalités qu'il tient. Sa gestion est efficace et rentable à Aubagne, Martigues, Arles.

Un bureau d'études central est chargé d'étudier tous les projets des municipalités PCF. La grande bourgeoisie a pu se rendre compte dans les faits des avantages offerts par une mairie PCF qui est aussi un facteur de paix sociale. En essayant de résoudre « à l'amiable » les conflits sociaux (au détriment des ouvriers) les municipalités PCF essayent d'endormir les masses travailleuses (heureusement elles n'y arrivent pas toujours). Elles peuvent se targuer auprès des patrons qui désirent s'implanter dans leurs zones industrielles d'être un facteur d'apaisement et de stabilité.

La « démocratie » aux couleurs du PCF

Le PCF, là comme dans d'autres domaines, recherche des solutions d'intégration de la classe ouvrière au système capitaliste. Il parle toujours de démocratie, mais la démocratie ne l'intéresse guère.

A Aubagne, ce sont dix conseillers municipaux qui ne se représentent pas, dégoûtés de l'absence totale de démocratie au sein du conseil municipal. Toujours à Aubagne, à une réunion organisée par la municipalité sur la démocratie locale, les questions pertinentes posées par des participants ont permis à toute la salle de juger ce que le PCF entendait par démocratie, une démocratie restreinte aux seuls dirigeants du PCF. Si la démocratie, malgré ses dires, n'est pas son fort — la coopération avec le patronat paraît plus dans ses cordes.

A Marseille, deux exemples méritent d'être cités :

Ricard et la société provençale des ateliers Tenin (SPAT) ;

Chez Ricard, les travailleurs sont autant exploités qu'ailleurs, mais le patron s'oppose à leur organisation. Le PCF pourtant reçoit des subsides importants de Ricard qui, non content d'exploiter les travailleurs, cherche à les abrutir par l'alcool.

A la SPAT, il est notoire que le patron Tenin se

veut « couvrir », mais il est en fait un exploitateur d'envergure. Il traite directement avec le PCF pour freiner les luttes sous prétexte d'amélioration des conditions de travail. Bel exemple de collaboration de classe et il n'hésite pas à soutenir en sous-main le PCF. Des travailleurs de la SPAT pourront s'exprimer sur ce point.

Le PCF est bien prêt à servir les intérêts de la bourgeoisie monopoliste.

A Marseille comme dans d'autres villes avoisinantes, les partis au pouvoir évidemment ne sont pas absents de la compétition. Sauf exception, (plan de Cuques) ils sont mal placés car traditionnellement minoritaires dans la région. Il faut les dénoncer comme les autres partis bourgeois en mettant plus particulièrement l'accent sur les crimes dont ils ont été les instigateurs et les complices : rôle du SAC en 1968 et après sous la houlette de Comiti, attentats racistes que la police liée à la majorité a couverts ou même dans certains cas organisés.

Les trotskistes, force d'appoint à l'Union de la gauche

Les trotskistes (Révolution — nouvelle OCT, LCR) et le PSU veulent présenter des listes à Marseille. Ces petits notables révolutionnaires ont voulu embarquer dans leur opération des militants combattifs qui se sont vite rendus compte des manœuvres politiciennes dont ils étaient l'objet. Ils ont le toupet de s'intituler « courant de Mai 68 », alors qu'ils se placent sur le terrain de la bourgeoisie comme l'avaient fait en juin 68 les partis bourgeois liquidateurs : le PSU et le PCF.

Cette attitude n'est pas nouvelle sur le fond. Il y a déjà 7 ans que la LC a présenté Krivine aux élections présidentielles, et il y a déjà près de 3 ans que Révolution se place sur le terrain électoral (soutien à Mitterrand en mai 74).

Cette attitude est conforme à la logique du trotskisme.

Présentation aux élections pour lancer des politiciens en herbe et essayer d'augmenter son influence à partir de l'arène politique bourgeoise : interventions à la radio, à la télé — communiqués dans la presse bourgeoise. Ils désirent ainsi ac-

quérir auprès de la grande bourgeoisie une certaine notabilité et une certaine respectabilité.

Ils ont enrichi le champ politique bourgeois d'une nouvelle espèce : les pseudo-révolutionnaires.

Les trotskistes appuient l'Union de la gauche. Ils veulent être l'aiguillon de l'Union de la gauche. Pour cela ils veulent constituer une petite force d'appoint électoral qui leur

permettrait à terme de recueillir quelques strapontins.

Tout cela montre que les trotskistes se préoccupent peu des luttes ouvrières et populaires. Ils sont dans le camp de la bourgeoisie, malgré une phraséologie révolutionnaire. Les trotskistes voudraient réussir une opération politique coupée des masses et mieux servir ainsi de béquille au révisionnisme.

Sécurité sociale

OFFENSIVE CONTRE LE POUVOIR D'ACHAT ET LA SANTE DES TRAVAILLEURS

On savait déjà en septembre alors que le gouvernement préparait le plan Barre que celui-ci comporterait une atteinte aux possibilités de soin des travailleurs. En effet, les milieux dirigeants avaient laissé entendre que cette fois l'augmentation des cotisations serait insuffisante pour éponger le fameux « déficit » de la Sécurité sociale.

Le serpent de mer réapparaît, on le sait, à chaque fois qu'il s'agit de prélever un supplément de plus-value aux travailleurs par le biais des cotisations sociales.

Le Conseil des ministres avait finalement décidé de remettre ces mesures plus radicales au printemps, pour se donner le temps sans doute de conditionner l'opinion, sachant fort bien que la classe ouvrière n'est pas du tout prête à accepter une amputation de ses acquis sociaux.

Tout en reprenant le refrain du chantage au « déficit » et de la surconsommation médicale, le gouver-

nement s'est donc borné dans un premier temps à augmenter les cotisations de 0,7 points soit 14 F pour un salaire de 2 000 F. Il a aussi annoncé l'augmentation du ticket-moderateur, (part non remboursée qui reste à la charge des travailleurs, sur les massages, rééducation et sur un assez grand nombre de spécialités médicales courantes baptisées pour l'occasion médicaments de confort : laxatifs, levures, vitamines.

Un peu plus tard Simone Weil, ministre de la santé a lancé « l'opération économie ». Le budget qu'elle a proposé pour 77 a montré qu'il s'agissait bien sûr d'économies au détriment de la santé des travailleurs.

13,6 millions de francs au lieu de 12,3 en 1976 il s'agit si l'on déduit l'inflation d'un budget en réduction. Ceci alors qu'à l'Assistance publique il manque 10 000 agents hospitaliers, que de nombreux bâtiments sont vétustes, que

des salles sont fermées faute de personnel, que le manque d'effectifs entraîne une véritable médecine à la tâche au détriment à la fois des malades et des travailleurs hospitaliers.

Lors de sa dernière assemblée générale, le CNPF a laissé entrevoir ce en quoi pourrait consister l'offensive du pouvoir. Barre avait affirmé avec force aux patrons qu'il n'était pas question pour le gouvernement de faire du protectionnisme et qu'il fallait que les entreprises fassent des efforts pour être compétitives.

Or en quoi peuvent-ils consister sinon à diminuer les salaires et les autres « charges » patronales. C'est donc tout naturellement qu'Yvon Chotard, vice-président du CNPF, a proposé aux 535 patrons réunis en assemblée générale une diminution des cotisations patronales, environ 44 % des recettes dont la Sécurité sociale se sert pour financer l'assurance-maladie, les allocations familiales et l'assurance-vieillesse, la couverture

de des accidents du travail. Il a ressorti pour la circonstance la croissance soi-disant excessive des dépenses « sociales », tarte à la crème à la mode depuis quelque temps dans les milieux bourgeois, nous y reviendrons.

Quelles mesures Yvon Chotard propose-t-il de prendre ?

— 1) Ne plus couvrir les accidents de trajet, qui ne sont pas d'après lui du ressort des patrons, comme si les transports pour aller au travail constituaient pour les travailleurs une promenade d'agrément ! Il voudrait obliger les travailleurs à contracter des assurances individuelles ou collectives.

— 2) Transférer à l'État sous prétexte qu'ils doivent être pris en charge par la « solidarité nationale », des charges correspondant au minimum-vieillesse et aux prestations familiales ce qui ne pourrait guère se faire autrement qu'en augmentant encore les impôts.

— 3) Restaurer la « responsabilité personnelle des intéressés » ce qui veut dire tout simplement que le CNPF est favorable à un relèvement du ticket-moderateur qui obligerait les travailleurs, outre les cotisations qu'ils payent déjà, de sortir davantage d'argent de leur poche pour payer les divers soins dont ils ont besoin.

Comme on le voit, c'est un projet qu'il faut prendre tout à fait au sérieux et sur lequel il convient de mobiliser largement les travailleurs ; nous donnerons davantage d'informations dès que nous aurons un des articles envoyés notamment par des camarades qui ont des informations sur ce qui se trame à la Sécurité sociale.

PROVOCATION CONTRE LE PCMLF

Deux individus, l'un à Nancy, l'autre à Marseille, éditent actuellement des tracts et des affiches signés de notre parti attaquant violemment le Parti communiste chinois frère, ils prennent la défense de la bande des Quatre et insultent le camarade Houa Kouo-feng.

Le Bureau politique informe que ces deux individus, dont l'un vient de s'autoproclamer Bureau politique du PCMLF, somment les militants de notre Parti et d'autres organisations se réclamant du marxisme-léninisme de se placer sous sa direction, n'ont absolument rien à voir avec notre Parti, l'un ayant été

exclu du Parti en 1972 et l'autre en 1974.

Il s'agit là de deux éléments provocateurs qu'il convient de dénoncer comme tels. Réduits à eux-mêmes, ils n'ont pour but que de déconsidérer notre Parti, en détourner les travailleurs et salir le grand et glorieux Parti communiste chinois, éduqué par le président Mao Tsé-toung et dirigé aujourd'hui par le camarade Houa Kouo-feng.

Nous signalons à tous nos camarades et amis que leurs tracts sont reconnaissables au fait qu'ils font suivre le sigle du PCMLF d'une faucille et d'un marteau entrecroisés d'un fusil.

CHOMAGE...
REPRESSION...
PROMESSES ELECTORALES,

Pourquoi les Communistes
Marxistes-Léninistes disent :

NI PLAN BARRE
NI PROGRAMME
COMMUN !

• L'ENNEMI DES MUNICIPALES
• POUR L'UNITE DES OUVRIERS ET DES PETITS PATISSIERS
• TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION
• EN AVANT VERS LE PARTI MARXISTE - LENINISTE UNIQUE !

MEETING

VENDREDI 4 FEVRIER 1977

20h 30 Salle de la Cité, rue St Louis, RENNES



HUMANITE ROUGE



Les grèves de 24 h et l'expérience du mouvement ouvrier

UNE GREVE EST TOUJOURS UNE AFFAIRE SERIEUSE

(Suite de la p. 1)

**Pourquoi ces journées à répétition ?
Quel est leur enjeu ?**

Les directions syndicales adoptent toutes un point de vue de classe qui est celui de la bourgeoisie. Mais les 2 plus importantes d'entre elles (CGT-CFDT) — et surtout la première — prétendent par un langage apparemment marxiste — travailler à l'émancipation des travailleurs. En fait, elles mettent toutes leurs forces pour canaliser le mécontentement grandissant des travailleurs vers le Programme de gestion capitaliste des partis bourgeois de la « gauche ».

C'est là qu'il faut chercher la raison profonde de ces « journées d'action ». C'est un moyen pour les forces bourgeoises infiltrées dans le mouvement ouvrier — en prétendant se présenter comme les meilleurs défenseurs des revendications populaires — d'essayer de se servir des luttes ouvrières et populaires pour faire aboutir les projets politiques réactionnaires des partis qu'elles soutiennent.

Les travailleurs, exploités et opprimés, participent (plus ou moins) à ces grèves dans l'objectif de faire aboutir leurs revendications et non pour servir de caution aux politiciens bourgeois de la « gauche ».

Il y a une lutte importante à mener pour que les aspirations légitimes des travailleurs ne soient pas dévoyées. La fausse « gauche », pour ne pas perdre la face — vu le mécontentement des masses — est contrainte de faire des grèves, mais elle le fait toujours dans un sens opposé à l'intérêt des masses, dans le sens de ses intérêts de clique bourgeoise aspirant à la gestion du capitalisme.

RECTIFICATIF

Dans l'HR du 19 janvier, 3^e colonne (Foyer SONACOTRA) il était écrit : «... au cours d'une intervention sans le comité de soutien, contrôlé par le PCF...»

Il fallait lire : «Au cours d'une intervention du comité de Soutien contrôlé par les Résidents...»

Quel devrait être le contenu, le déroulement et les suites à donner à ces journées ?

Avant de prendre l'exemple de l'organisation par la CGT de la journée d'action du 28 avril 1954 (donc avant que la CGT ait sombrée définitivement dans le révisionnisme), rappelons que ce n'est pas la forme de la lutte qui est le plus important, mais le contenu que l'on veut lui donner.

De telles journées doivent être conçues comme un moyen de faire reculer la bourgeoisie sur certaines revendications, les plus importantes pour les masses, une action permettant à la classe ouvrière (et ses alliés) de se renforcer du point de vue idéologique, politique, organisationnel ; et non comme c'est le cas à l'heure actuelle de la démobiliser, parce qu'elles n'offrent pas d'autres perspectives que le remplacement d'une clique bourgeoise par une autre.

L'organisation de la grève du 28 avril 1954

Début février, un appel est lancé par la confédération pour préparer une journée nationale de grève pour les 25 166 F minimum et trois ou quatre autres revendications importantes. Il précise :

— réunissez-vous tous dans les entreprises et dans les localités pour établir vos cahiers de revendications.
— élisez partout vos comités d'unité d'action (réunissant des syndiqués de tous syndicats comme des non syndiqués).

— réalisez l'unité d'action entre tous les syndicats.
— déposez vos cahiers de revendications aux directions d'entreprise et lutez pour les faire aboutir.
Mais il ne précise pas la date de la journée.

Le directeur de « la Vie Ouvrière » de l'époque, Gaston Monmousseau, écrit dans son éditorial du 16/2 :

Il y en a qui demandent : A quand la grève de 24 h ? Et le ton avec lequel ils s'expriment semble exprimer un doute. D'autres sont impatients de voir fixer la date afin de se mettre en chantier pour la préparation.

C'est vers les compagnons des entreprises qu'il faut aller chercher une réponse. C'est quand la soupe est cuite qu'elle se man-

ge.

Une grève même la plus petite est toujours une affaire sérieuse et pour ceux qui la font et pour les militants ayant le sens de leurs responsabilités. A plus forte raison quand il s'agit d'une grève de 24 h qui doit engager des millions de salariés dans l'union la mieux cimentée au sein de chaque entreprise.

La grève de 24 h décidée pas la CGT n'est pas un geste spectaculaire elle a pour but d'obtenir du gouvernement la fixation du salaire minimum garanti... Il dépendait de la confé-

portance. »
entreprises des petites aux plus grandes, de semer l'idée de la grève de 24 h pour les 25 166 F. Il faut le faire, c'est même la première condition du succès. Mais il faut de plus organiser les travailleurs et travailleuses au sein de chaque entreprise et sceller leur solidarité au moyen de comités d'unité d'action. Les salariés ne sont pas des troupiers. »

Et à FO qui se moquait du temps que prenait la CGT pour fixer la date, Monmousseau répondait : « Une grève ne s'exécute pas au coup de sifflet. »

Fin mars, les conférences



dération que la décision de la grève de 24 h fut prise. C'est fait et non à la légère. Mais il dépend uniquement de la classe ouvrière unie dans les entreprises, et partout où c'est possible sur le plan syndical, que les conditions de sa réalisation et de son succès soient rassemblées afin de fixer une date.

Le 16 mars, le bureau confédéral demande aux UD d'organiser pour les 21 et 28 mars des conférences départementales ouvrières où seront conviés les représentants de toutes les entreprises, syndiqués ou non, dûment délégués par leurs camarades.

Monmousseau commente :

« Pour récolter, il faut d'abord labourer le terrain à fond et semer, le soleil et la pluie font le reste. Quand il s'agit d'une grève comme celle de 24 h qui doit rassembler des millions, il ne suffit pas de remuer les

La préparation à des luttes plus décisives

Que ce soit pour la préparation au déroulement de n'importe quelle grève, il faut se battre pour faire appliquer la démocratie syndicale et la démocratie prolétarienne.

C'est une tâche immédiate et de tous les jours, un combat indispensable sans lequel ne peut être réalisée l'unité de la classe ouvrière, sans lequel cette dernière se voit réduite à une masse de manoeuvre des politiciens bourgeois. Sans une direction prolétarienne ce sont les idées bourgeoises qui s'expriment et prennent le dessus.

Même pour une grève de 24h la question du comité de grève n'est pas à négliger. Ce n'est pas là une « illusion gauchiste » comme voudraient le faire croire les bonzes, mais le moyen nécessaire pour organiser l'unité de la classe ouvrière à la base en vue d'objectifs précis. C'est ce pourquoi se battait la CGTU : « De larges Comités rassemblant tous les travailleurs autour d'un programme de revendications, la discussion en commun de ces revendications, l'union de tous pour les imposer par tous les moyens d'action nécessaires sont des méthodes autrement efficaces que la présence dans les Conseils économiques de quelques ouvriers non soutenus par des organisations de classe indépendantes ».

A la même époque, les journées de 24 h étaient conçues comme un tremplin pour les luttes futures. Les réformistes en parlaient comme d'une « démonstration pacifique », d'un « avertissement », appelaient en fait à la passivité ; c'est ce que font aujourd'hui les directions confédérales. Cette politique de conciliation avec la bourgeoisie était stigmatisée par la CGTU, qui elle, expliquait que :

« La bataille n'est pas terminée au lendemain de la grève de 24 h. Il faut la poursuivre, se préparer à des luttes plus décisives, à la grève jusqu'à ce que la bourgeoisie ait cédé aux revendications du prolétariat. »

Pas de grève sans lendemain, c'est bien l'aspiration des travailleurs, mais c'est précisément ce que refusent aujourd'hui les dirigeants syndicaux sous le prétexte fallacieux que ce

serait « illusoire ».

Alors que le gouvernement Barre durcit ses positions, les directions syndicales capitulaient : refus d'une grève dans tous les secteurs ensemble, d'un mouvement de longue durée. C'est un coup pour rien puisqu'elles n'en attendent pas un changement de position du gouvernement, mais la conçoivent comme un mouvement d'avertissement pour prouver le mécontentement et (dans la Fonction publique) quémander l'ouverture de négociations.

A ceux qui disent que nous attaquons trop les dirigeants révisionnistes et réformistes, nous pouvons répondre ceci : Ne pas critiquer et combattre ceux qui font appel au calme et à la dignité quand les patrons licencient, quand les flics matraquent les grévistes, ceux dont le souci constant est de limiter l'ampleur et le caractère du mouvement, ce serait servir la bourgeoisie, ce serait entraver le développement du mouvement de lutte de classe.

Cette dénonciation de la politique de trahison, il ne faut pas que nous soyons seuls à le faire, ce doit être l'affaire d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs, car la condition du succès des luttes en dépend. C'est aussi le moyen d'unir la classe ouvrière sur de justes positions de classe.

La classe ouvrière a des capacités innombrables. Si le révisionnisme et le réformisme ont réussi à chloroformer de larges fractions, ils n'ont pu empêcher que les grandes qualités de la classe ouvrière refassent surface — pour l'instant, encore de manière dispersée — dans nombre de conflits même s'ils ont réussi momentanément à torpiller la lutte (chantiers Navals de St Nazaire, Caisse d'Épargne de Paris, etc.).

A nous communistes, d'être capables de conduire la classe ouvrière vers sa mission historique ; dans l'immédiat — y compris dans les journées nationales dites « d'action » — à ne pas rentrer dans les manoeuvres des politiciens bourgeois mais à les refuser et intensifier la lutte contre le chômage et les licenciements (et d'autres revendications immédiates importantes) en se plaçant sur de justes positions de classe, en refusant à la fois le plan Barre et le Programme commun.



Foyers Sonacotra Sursis à Massy

Vendredi dernier c'était le jugement à l'occasion de la plainte déposée par la Sonacotra en vue de faire effectuer des saisies-arrêts sur les salaires des résidents grévistes du département de l'Essonne (91). La première mobilisation avait donc également une grosse importance.

Le foyer Sonacotra de Massy, rue Ampère, est presque neuf. Cependant les chambres n'y sont pas plus grandes qu'ailleurs (7 m² à peine) et le règlement intérieur aussi privatif des libertés que dans les autres foyers. Mais surtout, situé en bordure de l'autoroute, en plein milieu de la zone industrielle, le foyer est éloigné du reste de la ville, comme de tout commerce, rapelant de manière sinistre que pour les capitalistes les ouvriers immigrés ne sont bons que pour travailler et être exploités.

Dimanche 17, une assemblée générale se tenait dans le foyer, un de ceux qui n'a jamais cessé la grève, pour fixer la conduite à tenir le jour du procès. Et vendredi, dès 12h30, c'est près de 200 résidents sur les 600 que compte le foyer qui se pressaient dans la cour du foyer malgré le froid. C'est alors qu'on apprenait que le jugement qui devait se tenir à 14 heures était reporté d'une heure. Était-ce pour décou-

rager les manifestants, pour faire perdre tout l'après-midi de travail à ceux qui avaient pris un bon de sortie de 2 heures ? Toujours est-il que cela n'a pas empêché les résidents et un certain nombre de travailleurs français (dont des militants de l'UL CFDT de Massy et des travailleurs de la CGCT mobilisés spécialement pour la circonstance) de se retrouver dès 14 heures sur la place du Marché à Longjumeau, banderoles déployées. De nombreux résidents prenaient alors la parole au mégaphone pour exprimer en français et en arabe leur détermination, appeler à l'unité contre tous les exploités.

Devant le tribunal d'instance, un peu plus tard, alors que les flics barraient l'entrée pour ne pas voir les locaux exigus envahis, des résidents, des vieux, des jeunes, prenaient la parole sous les bravos des manifestants pour donner des consignes en arabe à la barbe des flics qui faisaient triste mine.

C'est plus de deux heures qu'il fallut attendre dehors, sous la pluie, les 80 camarades et l'avocat des résidents qui avaient pu pénétrer dans la salle du tribunal. C'est aux cris de « retour de nos camarades » et « Sonacotra cède » que nous nous sommes séparés après avoir appris le report de la décision du juge au 18 février.

Centre FPA de Bègles

Bourgeoisie de droite ou de «gauche», même combat ! (2)

La direction du centre FPA de Bègles (ville à mairie révisionniste) entretient d'étranges relations avec les directions syndicales...

C'est en effet au cours d'une démarche syndicale du délégué de la CGT, stagiaire, que Bergerot (directeur) a glissé : « Vous devriez aller voir M. Gerbaud (membre « éminent » de l'UD-CGT de Gironde) parce que j'ai discuté avec lui et la section ne va pas comme c'était entendu au départ ».

La bourgeoisie se démasque, nous indiquant à la fois que nous tapons juste et que l'autre ennemi reste tapi, pour le moment. Mais ce n'est pas tout, car à propos de l'augmentation du prix des repas, c'est encore Gerbaud qui a conseillé à Bergerot d'augmenter le prix du repas ! Alors que d'un autre côté il acceptait

de faire tirer un tract de la section CGT attaquant la hausse en disant « Très bien ça ! » aux stagiaires... ajoutant « il faudra qu'on discute ensemble de l'orientation de la section ».

Ceci montre une fois de plus que le révisionnisme peut reprendre même ces mots d'ordre de lutte de classes à condition de pouvoir vider l'action de tout contenu révolutionnaire prolétarien pour mieux tromper les masses en révolte.

Démasquer les agents de la bourgeoisie

Ce n'est pas encore terminé et le capital est bien servi. Notamment par l'adjoint technique au directeur, Tujagues, proche du PCF, sinon membre, et militant CGT, démasqué l'an passé comme un serviteur zélé du patronat. Ceci au cours

d'une conversation téléphonique avec un stagiaire se faisant passer pour un chef de personnel, et demandant des renseignements sur son propre compte.

Quelques lignes : « Tujagues : professionnellement, je ne dis pas (...) mais vous allez avoir des ennuis. C'est le gauchiste (...) Mettez une croix dessus, etc. »

Preuve flagrante de la collusion direction-patronat, et cela n'est pas un cas isolé : dans tous les centres, les offres d'emploi transitent directement par la direction.

L'enregistrement original passe le 20 mai 1976 en assemblée générale des stagiaires à l'occasion de la journée nationale d'action FPA a largement contribué à démasquer cet agent de la bourgeoisie.

La bourgeoisie est bien servie par ceux qu'elle engraisse : l'aristocratie ouvrière, caractérisée aussi à

Bègles par certains profs.

« Nous devons avant tout analyser leur rôle objectif : bien payés, souvent recrutés parmi d'anciens contremaîtres, ils ont principalement une fonction d'encadrement. Leur situation de privilégiés, par rapport aux stagiaires, les conduit souvent à faire cause commune avec l'AFPA contre les stagiaires. » (cf. 2e coordination nationale des centres FPA)

Ce rôle objectif a été particulièrement mis en lumière dans le licenciement des 10 stagiaires de Montauban. Non seulement les sections CGT et CFDT profs n'ont pas levé le petit doigt pour protester contre ces licenciements arbitraires mais en plus elles ont publié un communiqué dont voici des extraits : « Certains bruits circulant (...) tendent à faire croire que les sections syndicales (...) apportent leur soutien aux stagiaires sanctionnés (...). Pour couper court à toute interprétation fallacieuse (...) nous rappelons que : si la commission de discipline telle qu'elle fonctionne actuellement, n'est pas l'outil adapté pour qu'une justice parfaite soit rendue, il n'est pas question de remettre en cause les sanctions déjà prises... »

Les moniteurs doivent se placer du côté des stagiaires

Mais « cela n'empêche pas certains moniteurs de refuser ce rôle répressif et de se placer du côté des stagiaires » (cf. 2e coordination). Cet aspect est vrai mais nous devons être impitoyables contre les pourris et les vendus, les larbins de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Nous devons les dénoncer, les démasquer aux yeux des masses afin qu'elles se libèrent de l'emprise du révisionnisme et du réformisme.

Bronze Industriel (Bobigny) FERMETÉ DES GREVISTES

Suite de la p. 1.

Pas un seul travailleur immigré n'a jusqu'à présent repris le travail. Sur environ 250 grévistes au total, 2 ou 3 Français sont rentrés, dont un membre du PCF (conseiller municipal)...

Jeudi 20, manifestation de 80 grévistes, banderoles en tête, sous les fenêtres du patron Loiseau, dans le 16e. De rage, il manque de tomber en syncope, mais finit par proposer une négociation l'après-midi au Bronze. Sur place, la négociation sera refusée par les travailleurs en raison de la présence de la milice dans l'usine.

Sous l'impulsion de la section CFDT, la popularisation de la grève et le soutien financier se sont développés. Des collectes ont eu lieu dans différentes entreprises, sur les marchés, au congrès de l'UD-CFDT, etc.. En solidarité le comité de coordination Sonacotra a proposé de venir projeter le montage diapositives sur l'histoire de la lutte et d'en débattre avec les grévistes.

PCF ET PERMANENT CGT A L'ACTION

Jeudi 20, le PCF diffuse un tract où il est question des méfaits de la milice, de la menace de chômage technique et des décisions de fermeté de Giscard-Barre-CiNPF. Pas un mot sur la

grève elle-même : il s'agit en fait de préparer les esprits à l'idée de la reprise du travail sans avoir rien obtenu. Notons en passant que le tract se termine en disant que les travailleurs du Bronze défendent « les intérêts de notre pays » (la quasi totalité des grévistes sont des travailleurs immigrés...).

Vendredi 21, une assemblée générale est prévue à 8 h 30. La grande manœuvre de trahison commence : au lieu d'ouvrir l'AG, la CGT s'adressant à tous les grévistes, répartit ses syndiqués d'un côté, les autres travailleurs d'un autre côté. Puis, elle tient une réunion de section, et l'AG n'aura pas lieu. Selon les délégués CGT, la réunion avait pour but de remplacer leur délégué syndical démissionnaire, et non de discuter de la grève ! Mais la vérité va filtrer petit à petit : c'est le permanent des métaux CGT qui est intervenu pour expliquer que continuer la grève, c'était aller au suicide. Il proposait donc de « poursuivre le mouvement »... en reprenant le travail lundi sans conditions ! Les syndicats négocieront ensuite, et en cas d'échec, il serait toujours possible d'organiser des débrayages ! Incroyable, mais vrai.

Les réactions ne se sont pas fait attendre : de nombreux travailleurs immigrés crient à la trahison. L'un

d'eux intervient pour dénoncer la manœuvre de division, et se fait traiter de gauchiste. Le délégué CFDT, écœuré, refuse de cautionner la magouille et affirme qu'il soutiendra la volonté de lutte des grévistes. Même dans la section CGT, des remous se font sentir : des adhérents protestent et les délégués bafouillent, ne sachant plus que faire.

Il faut donc à présent attendre l'AG de lundi matin devant l'usine pour savoir si les grévistes pourront surmonter ce sabotage et continuer la lutte. Mais une chose est déjà sûre : de nombreux travailleurs ont découvert le vrai visage des révisionnistes et ne seront plus trompés par leur masque de défenseurs des travailleurs.

Correspondant HR.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, « L'Humanité rouge » peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom

Adresse

Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

L'Humanité
rouge

1001 Paris Cedex 12
1007 91 04 75 La Seine
100000 Paris Cedex 12
100000 Paris Cedex 12

A PROPOS DES MANŒUVRES DE DIVISION DANS LA CFDT

Des dirigeants nationaux de la CFDT conduits par Edmond Maire, emboitant le pas aux pratiques des dirigeants CGT, développent une campagne d'attaques contre des organisations (UD, UL, syndicats, fédérations) et des militants de la confédération. Leur objectif, c'est de renforcer la main mise des partisans de l'Union de la gauche, et du parti socialiste en particulier sur la CFDT, dans le cadre de la bataille entre partis bourgeois pour les élections législatives de 1978. Plusieurs fois mis en cause à cette occasion par les textes du Bureau national, notre journal et les militants qui s'y réfèrent, attachés à l'essor d'un syndicalisme authentiquement de classe et de masse s'adressent aux travailleurs et à la masse des adhérents CFDT pour contrer ces manœuvres de division.

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.



Hôpital Pitié-Salpêtrière

Des mensonges du pouvoir à la réalité, il y a loin !

Depuis des mois, le pouvoir prépare une offensive de grande ampleur contre les possibilités de soins déjà réduites des travailleurs. D'après les «spécialistes» bourgeois, l'«humanisation» et l'amélioration des hôpitaux seraient maintenant suffisantes. Il faudrait même donner un sérieux coup de frein aux dépenses sous peine de gaspiller l'argent des «contribuables».

La conférence de presse organisée par la section CFDT de la Pitié-Salpêtrière montre qu'il n'en

est rien : de telles déclarations faites par Simone Weil elle-même (ministre de la Santé) ne sont que des mensonges. L'administration de l'Assistance publique, énorme entreprise employant 60 000 travailleurs, voulait faire de ce groupe hospitalier, le plus grand de France, une opération de prestige. En fait, les façades modernes du CHU (Centre hospitalier universitaire) cachent une invraisemblable pénurie en personnel et en moyens qui nuisent aux possibilités de soins des malades.

A quoi sert de développer la technologie la plus moderne si la pénurie de moyens et de personnel entretient par ailleurs des conditions d'hygiène et de sécurité désastreuses ? Ainsi les services de neurochirurgie nécessiteraient des précautions toutes particulières puisque les malades y sont opérés du cerveau et du système nerveux. Or, dans les services du Dr Lebeau, il y a encore des salles communes de 30 à 40 malades favorisant des contaminations infectieuses qui peuvent avoir là des conséquences dramatiques.

Dans le service de neurochirurgie du Dr Pertuiset, certains malades sous ventilation artificielle (respiration artificielle permanente par des machines) se trouvent dans des salles de 3 m sur 2 où l'on a bien du mal à caser tout l'appareillage qu'ils nécessitent. On ne peut ausculter ni examiner le malade sans faire de la «gymnastique» et, en raison du manque de prises, certains branchements électriques se font dans le couloir... au risque que les «visites» arrêtent les machines en se prenant les pieds dans les fils.

UNE SITUATION GÉNÉRALE

Si des exemples aussi spectaculaires ont été donnés, ce n'est pas pour effrayer les travailleurs qui vont se faire soigner dans les hôpitaux, mais parce qu'ils sont révélateurs d'insuffisances générales très sérieuses.

Dans le pavillon Gaston Cordier, «clinique chirurgicale» ouverte, il y a trois ou quatre ans à la Pitié, les salles d'opération voisinent avec des compacteurs à ordures et avec les cuisines. Les sous-sols communiquent avec d'autres services et dans les couloirs qu'empruntent les malades, les ordures s'entassent.

De même les opérés du service Mercadier doivent emprunter 500 m de sous-sols

neurologie en France, il y a un seul ascenseur pour 200 malades, le linge sale, les brancards et les visiteurs. Les vestiaires des agents hospitaliers sont innombrables avec poubelles pleines, lavabos bouchés, cafards et même des rats... ce qui ne favorise pas l'hygiène. Le personnel ouvrier cotoie des lieux encore plus insalubres alors qu'il peut ensuite être amené à travailler dans les salles.



L'administration cherche à faire croire que les ordures qui s'entassent dans les couloirs qu'empruntent les malades sont dues à la négligence du personnel.

insalubres à travers des couloirs encombrés de chariots à poubelles.

Le service de psychiatrie Pinel, le plus vétuste de l'hôpital, n'est plus entretenu sous prétexte qu'il doit être démolit... depuis 20 ans ; en attendant les malades y sont toujours hospitalisés aux prix de 475 F par jour.

Dans le service «Castaigne», un des hauts lieux de la

TRAVAILLEURS HOSPITALIERS : UN MANQUE D'EFFECTIFS CRIANT !

Cette saleté dans les couloirs du sous-sol de l'hôpital qu'empruntent personnel et malades n'est pas dû comme l'administration cherche à le faire croire à la négligence du personnel et des employés de la «salubrité». Il est lié à un manque d'effectifs qui touche toutes les catégories de personnel et s'avère important, même par rapport au «cadre budgétaire», c'est-à-dire aux prévisions de l'administration elle-même pourtant bien au-dessous des besoins réels.

Il manque ainsi par rapport à ce cadre 43 administratifs et 16 ouvriers. Dans les salles où les conséquences immédiates en sont les plus graves, il manque 277 diplômés et 110 non-diplômés.

Les syndicalistes CFDT ont pu vérifier que dans un service d'enfants handicapés il n'y avait la nuit en tout et pour tout qu'une aide-soignante à quinze jours de son arrêt maternité pour s'occuper de quatorze enfants. Dans un service de neurochirurgie où certains malades nécessitent une surveillance très spécialisée, l'administration a embauché pour pallier le manque d'effectifs durant l'été... des étudiants en médecine. Et lorsque ce scandale a été dénoncé, elle a attaqué ceux qui l'avaient révélé, sans rien changer bien sûr à la situation.

LES TRAVAILLEURS ENTENDENT RIPOSTER

Ce manque d'effectifs est lourd de conséquences tant pour les malades que pour les travailleurs hospitaliers chez qui, nous y reviendrons dans notre prochain numéro, il entraîne le surmenage et rend impossible l'application de mesures d'hygiène qui seraient nécessaires. Tout en prétextant pour le justifier un manque de crédit et en se référant à l'«opération économie» lancée par Simone Weil, l'administration craint visiblement un mouvement de protestation de la part des familles de malades, et la lutte revendicative des travailleurs. C'est ainsi qu'à la seule annonce de la conférence de presse, elle a déjà fait déblayer un certain nombre de saletés entassées dans les couloirs. Elle a cru également pouvoir empêcher l'information de se faire largement en interdisant sa tenue dans le local syndical hospitalier. Elle s'est bien trompée ; non seulement, la conférence de presse a été un succès mais encore la section CGT va s'associer à la CFDT pour protester contre cette atteinte aux droits syndicaux et pour envisager l'action à mener.

informations générales

Vient de paraître aux éditions du Centenaire

SUR LE MATERIALISME DIALECTIQUE

Extraits de l'avant-propos de Li Changmao, un vieil ouvrier de la bonneterie No2 de Tianjin (novembre 74).

EDITIONS DU PEUPLE
TIANJIN
JANVIER 75

Les camarades de l'équipe de rédaction de «Sur le matérialisme dialectique» m'ont demandé d'écrire quelques mots en tête de ce volume. Qu'allais-je dire ? Je me suis longtemps creusé la tête et j'ai finalement décidé de parler de la libération de la philosophie. Le président Mao nous appelle à «libérer la philosophie des salles de conférences et des livres de philosophie afin qu'elle devienne une arme acérée entre les mains des masses».

Au travers de l'étude et de l'usage de la philosophie, j'ai acquis la sensation que cette phrase signifiait que la philosophie marxiste doit s'unir au prolétariat, la classe dirigeante

SUR LE MATERIALISME DIALECTIQUE

E 100

de la révolution, et à la majeure partie des ouvriers, des paysans et des soldats qui connaissent et transforment le monde.

Cette fusion accomplie, la grandeur du matérialisme dialectique sera plus éclatante, l'intelligence et les capacités des masses qui transforment le vieux monde pour en édifier un nouveau trouveront leur plus complète expression.

Passez vos commandes par correspondance à :

E 100, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris

En vente aux librairies : Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville

: La Force du livre, 33 rue René Leynaud Lyon

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

Liste de souscription

TOTAL AU 12/1/77	29 465,20 F	"	"	RJP	8,00 F
		"	"	C	3,00 F
CDHR E. et L. Duan	8,00 F	"	"	BM	200,00 F
Sousc. suppl. calend.		"	"	JH	110,00 F
CH PH	50,00 F	"	"	EJ	5,00 F
CDHR PTT 3	70,00 F	"	"	DM	8,00 F
CDHR L. Michel	500,00 F	"	"	PTH	100,00 F
" Vauban	500,00 F	"	"	DH	10,00 F
Suppl. vente calend. divt		"	"	JM	110,00 F
diffrts hôp.	90,00 F	"	"	SJL	10,00 F
Sur le marché de G.	80,00 F	"	"	DMA	300,00 F
Pr l'indép. nat. et la Rév. pro.	30,00 F	"	"	PPM	60,00 F
JC	400,00 F	"	"	GC	210,00 F
CDHR Chou En-lai en timbres	46,80 F	"	"	MR	52,00 F
Soutien à HR	455,00 F	"	"	BJ	110,00 F
Pr un Qt de combat, pr l'unité des ML	1 000,00 F	"	"	G	40,00 F
CDHR Garcia Sanz	100,00 F	"	"	BJ	18,00 F
Soutien de lecteurs à achat de brochures	10,00 F	"	"	NB	5,00 F
Soutien à HR		"	"	LGH	8,00 F
M. Mme T JCH	1 000,00 F	"	"	GA	60,00 F
Suppl. réabt GP	60,00 F	"	"	MM	65,00 F
" DP	10,00 F	"	"	GE	110,00 F
" MM	18,00 F	"	"	DQJ	110,00 F
" BC	3,00 F	"	"	TM	110,00 F
" CJCH	100,00 F	"	"	TA	5,00 F
		"	"	PB	60,00 F
		"	"	LRJ	55,00 F
		TOTAL AU 16/1/77			35 938,00 F

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pl. ouvert	Pl. fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30226 72 - La Source





culturel

LA PAROLE AUX ENFANTS DU PEUPLE

Le travailleur

Le travailleur, envié des pauvres
Le travailleur repoussé des riches
Doit travailler
Du printemps à l'hiver,
Du matin au soir.

A la sueur de ses vêtements
On devine qu'il s'étend au travail.

Au bleu du ciel
Il travaille en chemise.

Au gris du ciel
Il travaille avec deux pulls.

Aux ampoules de ses mains
On voit qu'il travaille durement.

A la blancheur de son teint
On pense à sa fatigue.

A son ardeur au travail
On ressent qu'il y tient

A sa fraîcheur du lundi matin
On voit qu'il ne pense qu'au dimanche prochain.

*Élève de 6e redoublante, fille de cantonnier et de
femme de ménage, autorisée à passer en 5e*

«Affreux, sales et méchants»

Un film qui méprise le peuple

Les films «offerts» au public sont ou des westerns ou des films policiers ou des films sur les problèmes sexuels de la bourgeoisie.

Les luttes des travailleurs sont toujours absentes ou dépeintes d'un point de vue réformiste ou révisionniste.

Le peuple lui-même est absent ou apparaît comme frustré, stupide dans des farces appelées «films comiques».

C'est le cas d'«Affreux, sales et méchants» d'E. Scola qui décrit la vie dans un bidonville en Italie.

Le père d'une famille a eu une indemnité du fait d'un accident du travail et cherche à protéger cet argent de ses enfants et de sa famille qui cherchent à se l'approprier.

Le film dépeint les disputes, bagarres, viols, vols que se font les membres de cette

famille entre eux.

Rien sur pourquoi et comment le «héros» a été blessé.

Rien sur la crise du logement en Italie, rien sur pourquoi ces gens vivent dans un bidonville, pourquoi leurs enfants n'ont pas d'école, de terrains de jeux.

Rien sur le chômage ou l'exploitation que ces gens subissent.

De plus aucune perspective n'est présentée. Rien de positif : ils passent leur temps à se «démerder», à se rouler pour s'en sortir individuellement, à se prostituer, à s'entretuer même, mais rien comme solidarité entre eux, rien montrant que cette situation est due à la société capitaliste italienne pourrissant et en crise, rien montrant que cette société est condamnée et qu'il faut se battre pour la faire disparaître et permettre le socialisme.

Un lecteur d'Angers

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

L'histoire de l'Internationale c'est l'histoire du mouvement ouvrier (4) L'INTERNATIONALE DANS LES LUTTES D'AUJOURD'HUI

Depuis, la révolution prolétarienne russe triomphante a fait de «L'Internationale» le chant officiel de l'Union des républiques soviétiques.

Il est aujourd'hui le chant universel du socialisme et du travail en marche vers la révolution prolétarienne mondiale.

Mais la marche vers le socialisme ne se fait pas sans embûche. Avec l'apparition du révisionnisme moderne, ayant à sa tête le parti de l'URSS en 1956, qui dégènera en parti social-fasciste au fil des années et fera de l'URSS un pays social-impérialiste, parti qui provoquera la scission du Mouvement communiste international, la situation change et nécessite la lutte contre les renégats du marxisme-léninisme. Le PCC et le PTA ont été et sont le porteur drapeau des enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Cela a eu des répercussions mondiales, et nécessitait la création de partis communistes marxistes-léninistes.

Ainsi en France, «en 1963 le Parti communiste français n'était plus un parti marxiste-léniniste, n'était

plus un parti révolutionnaire prolétarien». C'est pourquoi en juillet 66 on pouvait lire dans le rapport politique présenté devant le congrès de Lancry : «Nous sommes des communistes sincères et fidèles, désintéressés et vigilants, jeunes et vieux, expérimentés ou enthousiastes. Nous sommes des militants de base pour l'immense majorité d'entre nous qui avons décidé d'engager la lutte contre les renégats du marxisme-léninisme... Notre drapeau, c'est celui des travailleurs et des révolutionnaires du monde entier, le drapeau rouge avec la faucille et le marteau ! Notre chant, c'est «L'Internationale» ! Notre salut, c'est le poing levé ! Notre devise c'est celle de Marx, reprise par Lénine, puis par Mao : «Proletaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !»

LE SEPTIEME COUPLET

Un an et demi plus tard, le PCMLF est créé. Et c'est là que le nouveau couplet, le septième, de «L'Internationale», est créé et lancé par la délégation du Nord et



C'est à la grande manifestation du 13 mai 1968 que fut chanté pour la première fois le 7e couplet...

du Pas-de-Calais au congrès de Puyricard en décembre 1967. Coïncidence ? Peut-être mais l'important, c'est ce que remarque Jacques Jurquet, dans «Le printemps révolutionnaire de 1968». Lors de la manifestation du 13 mai 1968, «dont la puissance devait égaler celle du défilé du 14 juillet 1936», un fait mérite d'être signalé :

«C'est en effet en arrivant sur la célèbre place de la République que fut entonné pour la première fois en public par des milliers et des milliers de voix le nouveau

couplet de «L'Internationale».

«Ouvre donc les yeux, camarade, Et vois où sont les renégats. Sors du brouillard de cette rade, Rejoins tes frères de combat ! Crie «A bas le révisionnisme !»

A bas les mystificateurs ! Vive le marxisme-léninisme, Notre idéal libérateur !»

Voici l'histoire, en résumé, et qui ne fait que commencer, de cet hymne prolétarien, que tout communiste doit savoir et dont il doit être fier.

A LA TELEVISION DU 25 AU 31 JANVIER

Mardi 25 janvier - A2
LES DOSSIERS DE
L'ÉCRAN :
«CES GRAPPES DE
MA VIGNE»

Ce film est composé de feuilletons diffusés en novembre et décembre 75. A travers la vie d'une famille du Languedoc, on y relate les difficultés et les formidables luttes des viticulteurs de cette région.

C'est par milliers que les viticulteurs se soulèveront à Narbonne, Béziers, Montpellier et dans toute la région.

Après le plan Barre pour les travailleurs, la bourgeoisie va tenter de mettre en place le plan Bentegeac pour les viticulteurs. Aux paysans la bourgeoisie explique que leurs problèmes viennent des «chômeurs-professionnels de la ville-qu'il faut subventionner» et aux travailleurs, elle parle des petits producteurs et des petits

paysans qui ne vivraient que d'indemnités de l'État.

Cette campagne de division a atteint son sommet dans le «qu'ils crèvent» de Bonnet. Pour Bonnet, tout le mal vient de la bibine. Or, les paysans se sont déjà lourdement endettés dans le passé pour appliquer cette même politique de la qualité que veut de nouveau imposer Bonnet. En fait, ce n'est pas la bibine qui gêne le capitalisme, ce qui le gêne, c'est de ne pas contrôler cette «bibine» pour en tirer des profits. C'est poussés par les capitalistes que les petits viticulteurs ont dû faire de la quantité pour survivre. Après les tentatives d'intimidation contre Albert Tesseyre, après l'attentat contre la stèle dédiée à Emile Pouyès, voilà que la bourgeoisie va dans une émission, tenter de «faire la part des choses» pour mieux diviser ouvriers et paysans.

Vendredi 28 janvier A2
DOSSIERS D'ANGERS
IMMÉDIAT :
L'AFFAIRE
MARTINE DESCLOS

Voilà le début d'une série sur la guerre que se livrent entre eux les monopoles concurrents. Même sous sa forme policière à la James Bond, cette série montre un aspect de la concurrence acharnée qui oppose entre eux les monopoles (concurrence qui va de l'espionnage industriel - cf la vente des plans du Mirage ou de Concorde - aux gigantesques pots de vin - Lockheed, Dassault). Cette lutte implacable entre les monopoles et les impérialismes va jusqu'à la guerre mondiale.

Vendredi 28 janvier FR3
ARMES A VENDRE

Une émission qui ne fait que refléter le gigantesque

arsenal que constituent les deux superpuissances (et particulièrement l'URSS) en vue de se disputer l'hégémonie mondiale.

«Armes à vendre», c'est aussi les livraisons d'armes utilisées comme moyen de pression par les superpuissances pour soumettre les pays du tiers monde à leur diktat (cf les pressions de l'Union soviétique sur l'Égypte pendant la guerre d'octobre).

Les livraisons d'armes sont un moyen de profit mais aussi un biais pour diviser les peuples du tiers monde et les détourner de la cible principale. Les livraisons d'armes sont utilisées pour diviser les peuples entre eux, pour s'ingérer dans les affaires des pays indépendants pour semer le trouble et la subversion afin de mieux les piller (cf l'URSS en Angola).

L'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

RENCONTRE AVEC LE PRESIDENT HOUA KOUO FENG

Ce n'est qu'après nous être rendus au Mémorial des martyrs révolutionnaires puis à l'exposition industrielle que nous avons quitté Canton.

Malheureusement le temps et la place manquent ici pour parler de ces deux visites qui ont toutes deux sur des plans différents leurs enseignements idéologiques et politiques.

De retour à Pékin, nous retrouvons le froid, mais aussi les camarades Keng Piao, Feng Shiu-an ainsi que d'autres camarades qui n'avaient pu nous accompagner à Hainan en raison du lourd travail à assumer, surtout actuellement.

Dans la voiture, nous parlions du tremblement de terre sans gravité qui avait eu lieu en notre absence et aussi du sérieux séisme qui fait de nombreuses victimes en Turquie : les camarades chinois semblaient se soucier des souffrances de la population turque comme s'il s'était agi d'un séisme en Chine même. D'ailleurs, le gouvernement chinois venait d'envoyer une aide sérieuse et surtout désintéressée à la Turquie.

Il faisait nuit et l'on apercevait de temps en temps des travailleurs à vélos. Certains avaient sur la bouche et le nez des masques de tissu blanc ; en hiver beaucoup de gens portent de tels masques dans les lieux publics : cela correspond à des mesures d'hygiène pour prévenir les maladies ; car la prévention des maladies a autant d'importance ici que leur guérison.

Malgré le froid et un petit brouillard glacé, quelques soldats de l'Armée populaire de Libération montaient de façon impeccable la garde près de bâtiments officiels.

Bientôt, dans 4 jours, ces images seraient des souvenirs.

Nous avons été avertis qu'à notre retour de Hainan, nous serions probablement reçus par le président Houa Kouo-feng.

Le grand jour arriva. Tout en sachant que la camarade Houa Kouo-feng est un camarade, un frère de combat de tous les communistes marxistes-léninistes du monde, nous ne pouvions nous empêcher d'être émus au fur et à mesure que l'heure approchait : c'est que le camarade Houa Kouo-feng est le président que s'est donné le Parti communiste et le peuple chinois sur proposition du président Mao ; il est le successeur du président Mao à la tête d'un grand et glorieux parti et il a déjà montré des qualités remarquables de dirigeant prolétarien en faisant échec avec l'appui du Comité central du PCC au complot de la bande des Quatre.

Cela lui a acquis un grand prestige dans la classe ouvrière et toute la population chinoise.

Notre rencontre était visiblement aussi

un événement pour les camarades chinois du département des liaisons internationales qui étaient avec nous. Le Comité central du Parti communiste chinois attachait une haute importance à l'entretien et au banquet offert par le président Houa Kouo-feng à notre délégation : ceux-ci allaient être télévisés et filmés.

En fin d'après-midi, le cortège de nos «Drapeaux rouges» se mit en route pour la place Tien An Men et l'Assemblée Nationale populaire où le président Houa allait nous recevoir.

C'est sous les projecteurs que, le camarade Jurquet en tête, nous avons gravi les marches du grand escalier puis

déjà rendus compte, que le décès du président Mao avait suscité une grande douleur et une grande inquiétude dans le peuple... parce que le peuple, le Parti et l'Armée populaire de Libération se rendaient compte que les Quatre voulaient prendre le pouvoir à la mort du président Mao.

Le président Mao s'en était déjà inquiété. Les crimes des Quatre remontent loin. En ce qui concerne leur activité pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne par exemple, il y a beaucoup à dire. La Grande Révolution culturelle a été couronnée de grands succès. Le

bandit... car sans abattre ces camarades, ils ne pouvaient usurper le pouvoir.

Le président Houa Kouo-feng souligna encore que pendant le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius, les Quatre n'agissaient pas conformément à la ligne du président Mao. Ils poursuivaient le but d'abattre Chou En-lai et Ye Kien-ying qu'ils qualifiaient de confucéens !

Le président Houa parla aussi de Teng Siao-ping, indiquant que Teng Siao-ping avait commis des erreurs et que ses conceptions erronées devaient être critiquées mais que là aussi les quatre avaient travaillé à leur manière, cherchant à chasser Teng Siao-ping pour prendre sa place (*).

Des propos que nous tint le président Houa Kouo-feng nous avons acquis la conviction que la ligne révolutionnaire du président Mao continue d'être appliquée par le Comité central du Parti communiste chinois. Nous avons aussi pu nous rendre compte des rapports simples, fraternels et respectueux qui existent entre les différents camarades chinois, qu'il s'agisse des camarades de service ou des camarades du Bureau politique et du Comité central, et le président Houa.

Cela reflétait parfaitement la personnalité révolutionnaire du président Houa Kouo-feng qui a longuement milité au sein des masses paysannes qu'il dirigea notamment dans le Hounan aussi bien dans la lutte de classe que dans la lutte contre les calamités naturelles et pour la production. Cette expérience pratique du camarade Houa Kouo-feng a été hautement appréciée par le président Mao. De même que son attitude modeste et matérialiste dialectique.

Par exemple, en octobre 1963, le camarade Houa Kouo-feng et un autre dirigeant du Comité provincial du parti du Kouang-tong pour apprendre auprès d'unités de base. «Le rapport sur l'étude de l'agriculture de la province du Kouang-tong» qu'ils ont mis au point après leur visite fut annoté par le président Mao : celui-ci précisa que la façon dont le camarade Houa Kouo-feng s'était mis à l'école des expériences des autres régions constituait une méthode remarquable pour développer en Chine la politique, l'économie, l'idéologie, la culture, les affaires de l'armée et du parti et souligna qu'il s'agissait d'un problème d'importance majeure et non d'un simple problème de méthode de travail.

(A suivre).



Le président Houa Kouo-feng et le camarade Jurquet au cours de la chaleureuse entrevue du 5 décembre 1976.

traversé l'immense hall au bout duquel nous reconnûmes la haute stature du président Houa qui nous attendait accompagné des camarades Li Sien Nien, Keng Piao et Feng Hsiuan.

Le président Houa serra chaleureusement la main du camarade Jurquet, puis celles des autres membres de la délégation.

L'abord facile et simple du président Houa nous mit complètement à l'aise et l'entretien qui suivit nous conforta dans notre première impression. Le camarade Houa Kouo-feng nous parla simplement et clairement des grands événements : les uns malheureux, les autres heureux qu'a connus la Chine cette année, soulignant que cette année 1976 n'a pas été ordinaire pour la Chine, avec les décès successifs du camarade Chou En-lai, du camarade Chu Teh, le vétéran du PCC, et surtout du président Mao.

De plus la Chine a connu cette année de graves calamités naturelles, notamment de violents tremblements de terre dans trois régions, dans le Setchouan, le Hounan et la région de Tangshan.

Il souligna, ce dont nous nous étions

président Mao a dit qu'il fallait en faire l'analyse dans une proportion de 7 à 3, c'est-à-dire de 70 % de bon et de 30 % de défauts et erreurs. Ces défauts et erreurs c'est entre autre l'orientation *tout abattre et mener une guerre civile générale* qui a pu se développer sous l'impulsion de Lin Piao et de la bande des Quatre. Pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne, Lin Piao et les Quatre avaient déjà installé leur «usine à étiquettes» et leur «usine sidérurgique». A ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux, ils collaient l'étiquette «contre-révolutionnaire», «engagé dans la voie capitaliste» et à eux-mêmes ils se collaient l'étiquette d'«éléments de gauche», «porte-drapeaux de la révolution culturelle», «sommités» et «héros». Ils cherchaient alors à abattre tous les camarades : ils présentaient Chu Teh comme le commandant en chef noir et Mao comme le commandant en chef rouge. Mais le fait que les Quatre s'opposaient à Chu Teh et à Chou En-lai suscitait une grande indignation ; les Quatre voulaient aussi abattre les maréchaux en présentant Chen Yi comme un vieil élément de droite et Ho Long comme un

(*) En 1974, le Comité central du Parti communiste chinois à l'initiative du président Mao confia à Teng Siao-ping de hautes responsabilités : celui-ci devint vice-premier ministre. Cela correspondait à la ligne toujours suivie par Mao Tsé-toung à l'égard de ceux qui, ayant commis des erreurs, manifestent le désir de se corriger. C'était évidemment une ligne différente de celle des Quatre. Ceux-ci étaient furieux de voir la responsabilité de vice-premier ministre leur échapper.